

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 19 FÉVRIER 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 février 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 19 février 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Denis COLLET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Nathalie ROMANET,
Thomas GIRARD.

L'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans les 10 semaines précédant l'examen du budget primitif.

Il précise les modalités d'information des élus et indique que l'assemblée délibérante doit prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de l'existence du rapport d'orientation budgétaire sur la base duquel se tient le dit débat.

Ainsi, les éléments de contexte budgétaire national et local, la situation de la Ville de Nantua et les orientations budgétaires pour l'exercice 2024 sont retracées dans le rapport d'orientation budgétaire ci-joint.

Le débat qui suit la présentation de ce rapport doit permettre au Conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget, voire au-delà pour certains programmes d'importance. C'est aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité, en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur les capacités de financement de la ville de Nantua.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** la présentation du rapport d'orientation budgétaire 2024 tel que joint en annexe
- **APPROUVE** la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 22/02/2024

Reçu en préfecture le 22/02/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240219-RD202401-DE





RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

**En vue du Débat d'Orientation Budgétaire
Conseil municipal du 19 février 2024**

Envoyé en préfecture le 22/02/2024

Reçu en préfecture le 22/02/2024

Publié le

Berger
Levisault

ID : 001-210102695-20240219-RD202401-DE

PREAMBULE

Les communes de 3500 habitants et plus ont l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget primitif dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Ainsi l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Locales dispose que :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget*, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

***NB : pour les communes passées en comptabilité M57 (cas de Nantua) le délai est porté à 10 semaines**

Le vote du budget primitif pour la commune de NANTUA est prévu le 02 avril prochain.

Le débat d'orientation budgétaire a pour objectif de discuter des principales évolutions des finances communales et des priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

Il permet également au conseil d'être informé du contexte dans lequel s'inscrit le budget et de l'évolution de la situation financière de la collectivité.

NB : certaines indications de ce document sont basées sur des données estimatives et sont susceptibles de faire l'objet d'évolution jusqu'au vote définitif du budget primitif.

SOMMAIRE

- 1) Contexte général économique et social
- 2) Présentation des principales dispositions de la Loi de programmation des Finances Publiques 2023-2027
- 3) Présentation des principales dispositions de la Loi de Finances pour 2024 et ses impacts
- 4) Situation financière de la commune
 - 4.1. Evolution des dépenses de fonctionnement
 - 4.2. Evolution des recettes de fonctionnement
 - 4.3. Etat de la dette
 - 4.4. Résultats prévisionnels CA 2023 et Autofinancement
- 5) Orientations budgétaires en fonctionnement et investissement pour 2024

Envoyé en préfecture le 22/02/2024

Reçu en préfecture le 22/02/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240219-RD202401-DE



1.LE CONTEXTE GENERAL ECONOMIQUE et SOCIAL

France : le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique. L'inflation globale annuelle s'était ainsi établie à +5,9%, parmi les plus faibles observées dans l'Union Européenne.

En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1er janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de l'IPCH global atteint à +7,3% sur un an en février 2023.

Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France. Après le pic de février, l'inflation IPCH s'est installée sur une tendance baissière clôturant l'année à 4,1%. L'inflation IPC a suivi la même évolution, passant d'un pic à 6,3% en février à 3,7% en décembre. L'inflation sous-jacente (IPC) reflue également, à 3,6% en novembre, après un pic atteint en avril à 6,3%.

Ce reflux est lié à une modération notable de l'inflation des principales composantes des prix. L'inflation alimentaire a ainsi nettement reculé (+7,1% en décembre contre +15,9% en mars).

Pour les prix de l'énergie, la tendance a été plus irrégulière en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation des tarifs réglementés de l'électricité.

Le contexte de tensions au Moyen-Orient et d'incertitudes, pourrait constituer un risque haussier sur le scénario d'inflation, notamment énergétique, à très court terme. La hausse des prix du pétrole pourrait être un frein à la désinflation sans pour autant en inverser la tendance.

Prévisions d'inflation*

Prévisions annuelles France	2024
Insee (déc. 2023)	/
Banque de France (déc. 2023) - IPCH	+2,5%
Commission européenne (nov. 2023) - IPCH	+3,0%
OCDE (nov. 2023) - IPCH	+2,7%
FMI (oct. 2023) - IPCH	+2,5%
Gouvernement (PLF 2024)	+2,6%

Prévisions annuelles Zone euro	2024
BCE (déc. 2023) - IPCH	+3,2%
Commission européenne (nov. 2023) - IPCH	+3,2%
OCDE (nov. 2023) - IPCH	+2,7%
FMI (oct. 2023) - IPCH	+3,3%

Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2023	2024
Insee (déc. 2023)	+0,8%	/
Banque de France (déc. 2023)	+0,8%	+0,9%
Commission européenne (nov. 2023)	+1,0%	+1,2%
OCDE (nov. 2023)	+0,9%	+0,8%
FMI (oct. 2023)	+1,0%	+1,3%
Gouvernement (PLF 2024)	+1,0%	+1,4%

Prévisions annuelles Zone euro	2023	2024
BCE (déc. 2023)	+0,7%	+1,0%
Commission européenne (nov. 2023)	+0,6%	+1,2%
OCDE (nov. 2023)	+0,6%	+0,9%
FMI (oct. 2023)	+0,7%	+1,2%

*Les prévisions d'inflation sont mesurées par l'indice des prix à la consommation (IPC) ou, si précisé, par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) En France, en 2023 et selon les données publiées par l'Insee le 12 janvier 2024, les prix à la consommation augmenteraient de **4,9 % en moyenne sur un an** (+ 5,7 % pour l'IPCH).

Taux d'intérêt : une baisse des taux directeurs en 2024 ? (Source : LSEG Datastream ©La Banque Postale)

Avec dix hausses de taux directeurs en quatorze mois dès juillet 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a réalisé le resserrement monétaire le plus rapide de son histoire, afin de contrer l'accélération de l'inflation en zone euro. Elle a ainsi porté son principal taux directeur, le taux de refinancement, de 0,00 % à 4,50 % en octobre 2023. Sous l'effet de la remontée des taux directeurs d'une part et d'un essoufflement progressif des perspectives de croissances d'autre part, la courbe des taux en zone euro présente depuis plusieurs mois une forme atypique, à savoir une courbe inversée, où les taux d'intérêt de court terme sont plus élevés que ceux de long terme. L'Euribor 3 mois s'établit au 27 décembre 2023 à 3,93 %, tandis que le taux de swap EUR à 10 ans est à 2,38 % et celui à 30 ans est à 2,20 % environ.

Depuis octobre 2023 la BCE maintient ses taux directeurs inchangés en raison du ralentissement de l'inflation, qui devrait se rapprocher de la cible de 2% en 2025 (2,7 % attendu en 2024 en zone euro). Après +0,6 % en 2023, la croissance européenne pourrait, quant à elle, rebondir à +0,8 % en 2024, puis +1,5 % au-delà. Les investisseurs revoient ainsi à la baisse leurs anticipations de taux directeurs : ils anticipent désormais une première détente en juin 2024 de 25 points de base (0,25 %) et la poursuite du mouvement baissier sur le second semestre.

Des perspectives qui sont plus favorables pour les emprunteurs publics, pour lesquels 2024 correspond au tournant de mandat.

Prévisions budgétaires : garder des estimations prudentes pour 2024 et 2025

Les emprunteurs pourront continuer de prévoir des échéances prudentes dans leurs encours de dette et pour les emprunts nouveaux de l'exercice, entre 3,50 % et 5,50 % et réajuster leurs prévisions régulièrement en fonction des décisions de politiques monétaires et de l'environnement économique en zone euro.

NB : les charges financières représenteraient seulement 2 % des dépenses réelles de fonctionnement dans les budgets des collectivités en 2023.

2.PRESENTATION DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023 à 2027

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le gouvernement souhaite donner aux finances publiques.

Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l’horizon 2027

La transition écologique s’impose dans les lois de finances successives.

Le secteur public local, principal pourvoyeur d’infrastructures dans les territoires, va voir ses investissements fortement progresser. Conséquence, il faut de nouveaux indicateurs. Une série d’amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de budget vert. La dette verte apparaît elle-aussi dans le texte.

En effet, il faut financer ces transitions. Les tensions sur les ressources, dotations mais aussi fiscalité et sur les charges (point d’indice, énergie...) pèsent sur l’autofinancement. Le niveau des taux et les tensions sur la liquidité limitent le recours à l’emprunt classique. L’urgence des enjeux de transition amène des investisseurs privés ou publics à proposer de la ressource à des conditions attractives, pour des projets très cadrés.

Prévisions des concours financiers de l’État aux collectivités locales

Les montants annuels prévisionnels des concours financiers de l’État aux collectivités territoriales sont fixés de la manière suivante :

(en millions € courants)		2023	2024	2025	2026	2027
Concours financiers		54 953	54 391	54 959	55 666	56 043

Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales

L'État s'assure de la contribution des collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire nationale d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. Elle correspond à l'inflation diminuée de 0,5 point :

	2023	2024	2025	2026	2027
Evolution des dépenses réelles de fonctionnement (%)	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

La LPFP prolonge un objectif de transparence de la loi précédente en demandant aux collectivités d'inscrire leur objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, aussi bien sur le budget principal que les budgets annexes, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires.

La création d'un Haut conseil des finances publiques locales permettra, notamment, le suivi de la mise en œuvre annuelle de cet objectif

3. PRESENTATION DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2024 ET SES IMPACTS

3.1 Hausse des transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales dans la LFI 2024

Ils atteignent 105,2 milliards € dans la LFI 2024 à périmètre courant, en hausse de 1,3 % (+ 1,4 Mds €) par rapport à la LFI 2023.

Concours financiers de l'Etat

Les concours financiers de l'Etat progressent par rapport à 2023 (54,2 Mds € au lieu de 53), sous l'effet du dynamisme des concours et de nouvelles mesures :

- ✓ La LFI renforce son soutien aux collectivités avec la pérennisation du fonds vert augmenté à 2,5 milliards €
- ✓ Afin de réduire les délais de délivrance des cartes d'identité et passeports, l'Etat augmente la dotation pour les titres sécurisés de 52,4 à 100 millions € en 2024
- ✓ La dotation de subventions exceptionnelles pour soutenir les communes en difficulté est reconduite au même niveau que 2023, soit 10 millions €
- ✓ La LFI crée une dotation de 5 millions € pour le plan national contre les violences aux élus.

➤ **DGF (Dotation Globale de Fonctionnement)** : légère hausse + 320 millions € // 2023 sur un total de 27,2 Mds € soit + 1,2 %

➤ Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI se stabilisent à 1,8 milliard € pour 2024 :

- ✓ Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- ✓ Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €

- ✓ Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. Engagé lors de la LFI pour 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR et de 25 % pour la DSID.

➤ **Augmentation du FCTVA**

Le montant du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) atteint 7,1 millions € pour 2024, soit une hausse de 6 %. Cette évolution est due à l'augmentation tendancielle du fonds (+ 364 millions €), mais également à l'élargissement de l'assiette (+ 250 millions €).

En effet, les dépenses d'aménagement des terrains vont redevenir éligibles au FCTVA, dépenses qui avaient été exclues des dépenses éligibles depuis le 1er janvier 2021. Cette disposition doit permettre de soutenir notamment les opérations d'aménagement de terrains sportifs, ou les opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels.

3.2 Mesures fiscales

➤ **Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalités pour 2024**

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017).

Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre 2022 et le mois de novembre 2023 (pour application en 2024). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1). L'IPCH constaté en novembre 2023 étant de +3,9% par rapport à novembre 2022, **le coefficient légal sera donc de +3,9% en 2024 (contre 7,1% en 2023)**

➤ Aménagement de la fiscalité des logements sociaux

Afin d'inciter à la rénovation lourde des logements sociaux, la LFI exonère de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements sociaux ayant fait l'objet d'une importante rénovation au même titre que les programmes neufs de logements sociaux. Cette exonération sera compensée par l'État, en se basant sur le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2023.

3.3 Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique

Enfin le dispositif d'« amortisseur électricité » à destination des collectivités ne bénéficiant pas des tarifs réglementés, est prolongé pour l'année 2024. Un décret publié le 30 décembre 2023 précise les nouvelles conditions d'éligibilité :

- un tarif de l'électricité supérieur à 250 €/mWh : dans ce cas l'Etat prend à sa charge 75 % de la facture pour la partie liée au dépassement de tarif
- un contrat signé avant le 30 juin 2023 et toujours en vigueur en 2024

La commune de Nantua bénéficiant de tarifs inférieurs dans le cadre du contrat de fourniture de groupe souscrit par l'intermédiaire du SIEA.

3.4 Diverses mesures

Généralisation des budgets verts :

La budgétisation verte consiste en une évaluation tout au long du cycle budgétaire de l'impact sur l'environnement des dépenses budgétaires et fiscales. Depuis 2020, un rapport annexé au PLF présente celui du budget de l'Etat.

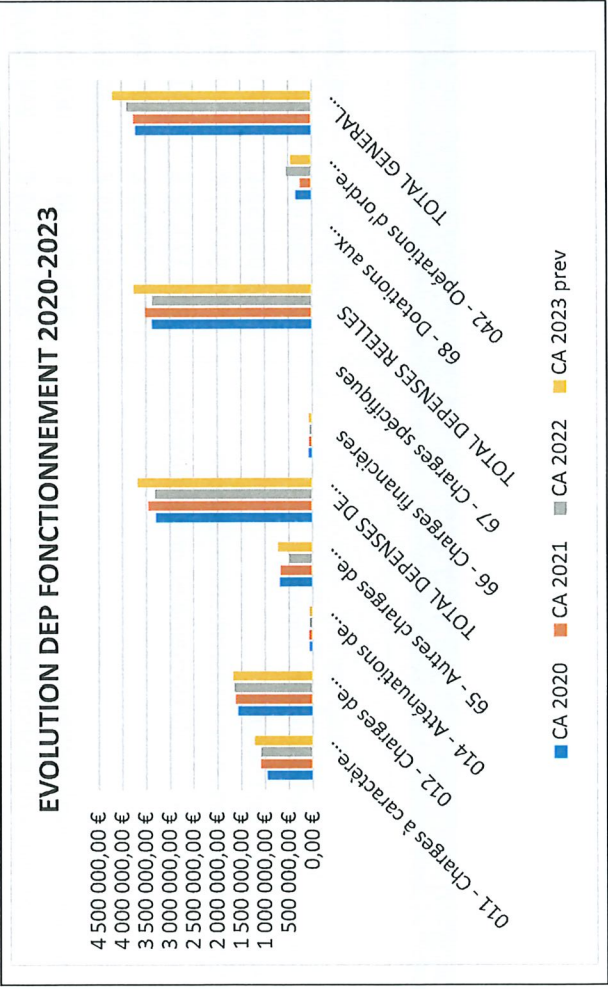
La LFI généralise la démarche de budgétisation verte pour les collectivités territoriales et groupements de plus de 3 500 habitants afin de valoriser les investissements verts de l'exercice au moment de la présentation du compte administratif ou du compte financier unique.

Ainsi, ces derniers devront intégrer une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique » dès l'exercice 2024

4.SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

4.1 EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (SUR LA BASE DES COMPTES ADMINISTRATIFS)

Chapitre	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 prev	Delta //N-1	Evol//N-1	Notes
011 - Charges à caractère général	955 010,81 €	1 087 520,34 €	1 092 698,54 €	1 226 474,45 €	133 775,91 €	12,24%	1
012 - Charges de personnel et frais assimilés	1 572 910,93 €	1 618 379,59 €	1 650 758,55 €	1 668 058,83 €	17 300,28 €	1,05%	2
014 - Atténuations de produits	66 194,36 €	70 062,24 €	60 802,00 €	60 197,00 €	-605,00 €	-1,00%	3
65 - Autres charges de gestion courante	689 059,94 €	665 139,02 €	499 166,96 €	717 917,78 €	218 750,82 €	43,82%	4
TOTAL DEPENSES DE GESTION	3 283 176,04 €	3 441 101,19 €	3 303 426,05 €	3 672 648,06 €	369 222,01 €	11,18%	
66 - Charges financières	77 460,22 €	57 413,52 €	52 305,17 €	65 935,80 €	13 630,63 €	26,06%	5
67 - Charges spécifiques	0,00 €	54,00 €	0,00 €	2 071,01 €	2 071,01 €		6
TOTAL DEPENSES REELLES	3 360 636,26 €	3 498 568,71 €	3 355 731,22 €	3 740 654,87 €	384 923,65 €	11,47%	
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	337 702,21 €	235 447,51 €	535 041,90 €	439 778,17 €	-95 263,73 €	-17,80%	7
TOTAL GENERAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	3 698 338,47 €	3 734 016,22 €	3 890 773,12 €	4 180 433,04 €	289 659,92 €	7,44%	

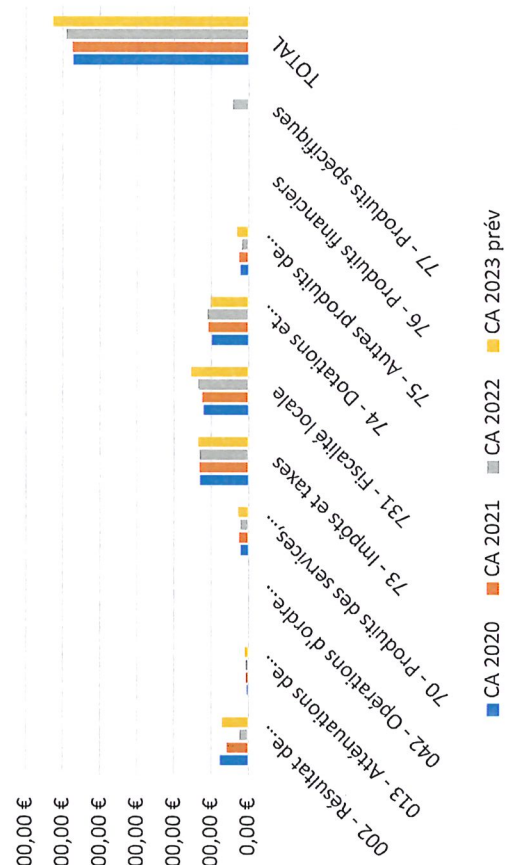


Notes	COMMENTAIRES
1	Inflation - répercussions coût matières 1ères
2	Postes non remplacés (1 accueil, 2 ST)
3	Baisse du FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal)
4	SIEA : Enfouissement réseaux dont rue de la Corniche
5	Impact % emprunt 2022 de 694 000 euros
6	Annulation titres et remboursement trop perçus
7	Amortissements

4.2 EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (SUR LA BASE DES COMPTES ADMINISTRATIFS)

Chapitre	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 prév	Delta //N-1	Evol//N-1 1	*Notes
002 - Résultat de fonctionnement reporté	754 590,55 €	565 763,98 €	224 996,51 €	697 801,93 €	472 805,42 €	210,14%	1
013 - Atténuations de charges	35 030,56 €	49 149,32 €	64 906,58 €	89 599,11 €	24 692,53 €	38,04%	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 945,87 €	9 321,47 €	8 697,00 €	8 697,00 €	0,00 €	0,00%	
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	209 171,20 €	241 548,77 €	212 873,65 €	270 355,75 €	57 482,10 €	27,00%	2
73 - Impôts et taxes	1 304 955,69 €	1 309 709,12 €	1 318 606,81 €	1 339 285,16 €	20 678,35 €	1,57%	3
731 - Fiscalité locale	1 199 310,71 €	1 238 365,55 €	1 350 623,02 €	1 535 580,14 €	184 957,12 €	13,69%	4
74 - Dotations et participations	978 826,44 €	1 068 983,06 €	1 106 012,80 €	999 799,87 €	-106 212,93 €	-9,60%	5
75 - Autres produits de gestion courante	219 465,54 €	244 552,40 €	179 827,06 €	304 973,71 €	125 146,65 €	69,59%	6
76 - Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 834,40 €	2 834,40 €	-	7
77 - Produits spécifiques	76,00 €	0,00 €	425 371,70 €	14,82 €	-425 356,88 €	100,00%	8
TOTAL	4 723 372,56 €	4 727 393,67 €	4 891 915,13 €	5 248 941,89 €	357 026,76 €	7,30%	

Evolution recettes CA 2022/CA 2023



*Notes	COMMENTAIRES
1	Indemnisation absences agents (3 longs arrêts dont 2 en cours)
2	Coupe bois+ 27 000, Rembt SIEA // travaux divers 19 000, régul charges
3	Hypothèques 14 000 -Redevce occupation DP= - 3000
4	Augmentation taxe additionnelle droits de mutation
4	Revalorisation bases +7,1% + TFLV +TIFCE = +27 000
5	En 2022 rappel compensation genevoise 2021 = -153 000
5	Recettes suppl = +10 000 sur compensation genevois 2023
5	DSR+27000 et Alloc compensatrice +10 000
6	Loyers Hypothèques 2022+2023 2 *66 000 euros
7	Indemnisation sinistre EAM
8	Cessions ancienne gendarmerie

EVOLUTION DES PRINCIPALES RECETTES : DOTATIONS ET FISCALITE

LIBELLE	2020	2021	2022	2023	Evol 23/22	%
Dotation forfaitaire	300 671,00 €	281 304,00 €	262 711,00 €	262 625,00 €	-86,00 €	-0,03%
Dotation de solidarité rurale	143 965,00 €	149 808,00 €	109 936,00 €	197 313,00 €	87 377,00 €	79,48%
Sous total Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	444 636,00 €	431 112,00 €	372 647,00 €	459 938,00 €	87 291,00 €	23,42%
Contributions directes	1 080 711,00 €	1 108 857,00 €	1 220 714,00 €	1 369 247,00 €	148 533,00 €	12,17%
Attribution de compensation (HBA)	1 018 947,00 €	1 020 050,00 €	1 020 270,00 €	1 020 050,00 €	-220,00 €	-0,02%
Dotation compensation de la réforme de la taxe professionnelle	111 097,00 €	111 097,00 €	111 097,00 €	111 097,00 €	0,00 €	0,00%
Fonds National de Garantie (FNGIR)	218 081,00 €	218 081,00 €	218 081,00 €	218 081,00 €	0,00 €	0,00%
Allocations compensatrices	3 706,00 €	83 559,00 €	89 966,00 €	100 791,00 €	10 825,00 €	12,03%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	66 631,00 €	67 078,00 €	80 246,00 €	101 154,00 €	20 908,00 €	26,05%
Taxe sur la consommation finale d'électricité	70 175,00 €	74 191,00 €	72 029,00 €	100 799,00 €	28 770,00 €	39,94%
Taxe sur les pylones	30 486,00 €	31 182,00 €	31 993,00 €	33 560,00 €	1 567,00 €	4,90%
Dotation titres sécurisés	12 130,00 €	8 580,00 €	11 080,00 €	14 000,00 €	2 920,00 €	26,35%
TOTAL GENERAL Impôts et dotations	3 056 600,00 €	3 153 787,00 €	3 228 123,00 €	3 528 717,00 €	300 594,00 €	9,31%

4.3 ETAT DE LA DETTE

DESIGNATION	Date d'obtention	Capital emprunté	Durée en année	*Taux	capital restant du au 01/01/2024
CTM	30/12/2008	810 000,00 €	20	4,84%	292 572,00 €
INVESTISSEMENTS DIVERS 2012	10/04/2012	500 000,00 €	15	4,79%	169 221,00 €
INVESTISSEMENTS DIVERS 2015 RAR 2014	11/02/2015	500 000,00 €	15	1,89%	225 626,00 €
DIVERS INVESTISSEMENTS 2015	27/11/2015	500 000,00 €	20	2,06%	324 237,00 €
PRET CAF RENO	05/08/2016	1 738,50 €	5	0,00%	1 043,00 €
DIVERS INVESTISSEMENTS 2016	21/06/2017	500 000,00 €	20	1,78%	356 533,00 €
PRET TRX DE VOIRIE	08/11/2022	694 000,00 €	20	2,90%	661 372,00 €
EMPRUNT 2019	28/06/2019	500 000,00 €	15	0,79%	372 382,97 €
PRET CAF REAMENAGEMENT EVS	03/12/2019	20 865,00 €	5	0,00%	16 692,00 €
PRET RELAIS TENEMENT LES SAPINS**	06/06/2021	132 000,00 €	36	0,60%	110 943,00 €
TOTAUX		4 158 603,50 €			2 530 621,97 €

*Tous les emprunts ont été souscrits à taux fixe

** le prêt relais ténement des sapins sera remboursé par anticipation à la signature de l'acte authentique de la cession du terrain à Ages et Vie

ECHEANCIER PLURIANNUEL D'EXTINCTION DE LA DETTE

OBIET	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
CTM	63 442,56 €	63 442,56 €	63 442,56 €	63 442,56 €	63 442,56 €	15 860,64 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
INVESTISSEMENTS DIVERS 2012	47 489,80 €	47 489,80 €	47 489,80 €	47 489,71 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
INVESTISSEMENTS DIVERS 2015 RAR 2014	38 359,44 €	38 359,44 €	38 359,44 €	38 359,44 €	38 359,44 €	38 359,44 €	9 590,13 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DIVERS INVESTISSEMENTS 2015	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €	30 566,04 €
DIVERS INVESTISSEMENTS 2016	29 768,48 €	22 326,36 €	37 210,60 €	22 326,36 €	37 210,60 €	29 768,47 €	29 768,47 €	29 768,48 €	29 768,46 €	29 768,47 €
EMPRUNT 2019	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €	35 478,67 €
PRET CAF RENO	347,70 €	347,70 €	347,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
PRET RELAIS TENEMENT LES SAPINS	22 431,60 €	22 431,40 €	22 431,21 €	22 431,01 €	23 064,58 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
PRET TRX DE VOIRIE	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €	45 852,52 €
PRET CAF REAMENAGEMENT EVS	4 173,00 €	4 173,00 €	4 173,00 €	4 173,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
PRET RELAIS Maison "GOUPIIL"	13 882,67 €	13 677,17 €	13 471,67 €	13 266,17 €	13 060,67 €	12 855,17 €	12 649,67 €	12 444,17 €	12 238,67 €	12 033,17 €
ANNUITE TOTALE	331 792,48 €	324 144,66 €	338 823,21 €	323 385,48 €	287 035,08 €	208 740,95 €	163 905,50 €	154 109,88 €	153 904,36 €	153 698,87 €

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2020	2021	2022	2023 prév
Recettes Réelles de Fonctionnement	3 968 782,01 €	4 161 629,69 €	4 666 918,62 €	4 551 139,96 €
Dépenses Réelles de Fonctionnement	3 360 636,26 €	3 498 568,71 €	3 355 731,22 €	3 740 654,87 €
EPARGNE BRUTE ou CAF brute	608 145,75 €	663 060,98 €	1 311 187,40 €	810 485,09 €
Remboursement du capital	254 016,00 €	186 927,00 €	195 798,00 €	237 355,00 €
EPARGNE NETTE ou CAF nette	354 129,75 €	476 133,98 €	1 115 389,40 €	573 130,09 €

Capacité de désendettement : Cet indicateur (dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela son épargne brute ? Il s'agit d'un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute.

Le seuil de vigilance se situe à 10 ans

Ratio de désendettement 2023

Capital Restant Dû = 2 530 621 euros / Epargne brute 2023 = 810 485 euros = 3,12 années

4.4 RESULTATS PREVISIONNELS CA 2023 et AUTOFINANCEMENT

La clôture de l'exercice 2023 sous réserve de validation définitive par rapprochement avec le compte de gestion s'établirait de la façon suivante :

	Fonctionnement	Investissement
Recettes	5 248 922 €	1 858 077 €
Dépenses	4 180 433 €	985 526 €
Résultat comptable 2023 estimé	1 068 488 €	872 551 €

Ces résultats conduisent aux résultats cumulés et à l'affectation prévisionnelle suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	Excédent au 31 décembre N-1 2022	1 001 142,01 €
-	Part affectée à l'investissement N 2023	303 340,08 €
+	Résultat N 2023	1 068 488,74 €
=	Excédent cumulé au 31 décembre N 2023	1 766 290,67 €
SECTION D'INVESTISSEMENT		
	Excédent au 31 décembre N-1 2022	865 183,17 €
+	Résultat N excédent 2023	872 551,00 €
=	Excédent cumulé au 31 décembre N à reprendre en recettes à l'article 001 en N + 1 (A) 2023	1 737 734,17 €
-	Reprise des RAR en dépenses N (B)	873 775,88 €
+	Reprise des RAR en recettes N (C)	0,00 €
=	Solde des RAR	873 775,88 €
	Autofinancement disponible en investissement au BP 2024	863 958,29 €
=	Besoin de financement en investissement	0,00 €
Il est proposé d'affecter les résultats comme suit :		
	Affectation obligatoire en investissement - couverture du besoin de financement, recette budgétaire à l'article 1068 N+1 = D	0,00 €
+	Affectation facultative pour le financement des investissements - (recette budgétaire à l'article 1068 en N+1)	0,00 €
=	Affectation totale au 1068 en N+1	0,00 €
	Pour mémoire : excédent de fonctionnement cumulé N	1 766 290,67 €
-	Affectation totale au 1068 en N+1	0,00 €
=	Solde de fonctionnement disponible (à reprendre à l'article 002 en 2022) au BP 2024	1 766 290,67 €

5.ORIENTATIONS BUDGETAIRES EN FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT POUR 2024

5.1 CADRAGE PREVISIONNEL DU BP Communal 2024

> SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		TOTAL BP 2023	CA2023	BP 2024 prévi
D002	Déficit antérieur reporté			
Chap 011	Charges générales	1 537 800,00 €	1 226 474 €	1 600 000,00 €
Chap 012	Charges de personnel	1 790 000,00 €	1 668 059 €	1 865 000,00 €
Chap 014	Atténuation de produits	65 230,00 €	60 197 €	66 000,00 €
Chap 65	Autres charges gestion courante	868 858,00 €	717 918 €	870 000,00 €
Chap 66	Charges financières	79 525,00 €	65 936 €	70 000,00 €
Chap 67	Charges exceptionnelles	6 000,00 €	2 071 €	7 000,00 €
Chap 68	Provisions	10 000,00 €	0 €	10 000,00 €
Chap 023	Virement à la section d'invest.	257 603,93 €		
Chap 042	Amortissement	250 015,00 €	439 778 €	450 000,00 €
TOTAL		4 865 031,93 €	4 180 433,04 €	4 938 000,00 €
RECETTES		TOTAL BP 2023	CA2023	BP 2024 prévi
Chap 002	Excédent antérieur reporté	697 801,93 €	697 802 €	1 766 290,67 €
Chap 013	Atténuation de charges	60 230,00 €	89 599 €	70 000,00 €
Chap 70	Produits des services	205 000,00 €	270 336 €	250 000,00 €
Chap 73	Impôts et taxes	1 288 081,00 €	1 339 285 €	1 300 000,00 €
Chap 731	Fiscalité locale	1 431 919,00 €	1 535 580 €	1 580 000,00 €
Chap 74	Dotation et participation	966 000,00 €	999 800 €	960 000,00 €
Chap 75	Autres produits gestion courante	207 000,00 €	304 974 €	250 000,00 €
Chap 76	Produits financiers	0,00 €	2 834 €	0,00 €
Chap 77	Produits exceptionnels	0,00 €	15 €	0,00 €
Chap 78	Reprise provisions semi-budget.	0,00 €	0 €	0,00 €
Chap 042	Opération d'ordre entre section	9 000,00 €	8 697 €	0,00 €
TOTAL		4 865 031,93 €	5 248 921,78 €	6 176 290,67 €
Le solde de fonctionnement disponible prévisionnel s'établit à 1 238 290,67 euros				

➤ SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		TOTAL BP 2023	CA 2023	RAR 2023	Nvx crédits 2024	TOTAL BP 2024
D001	Déficit antérieur reporté					
Chap 20	Immos incorporelles	124 640,00 €	67 570,00 €	53 888,20 €		53 888,20 €
Chap 204	subv. equipt versées	281 261,22 €	219 831,00 €	54 627,24 €		54 627,24 €
Chap 21	Immos corporelles	1 120 375,55 €	318 160,00 €	641 539,11 €		641 539,11 €
Chap 23	Immos en cours	137 892,28 €	13 478,00 €	123 721,00 €		123 721,00 €
Chap 27	Autres immos financières	99 813,33 €	95 260,00 €			0,00 €
Chap 10	Dot., fonds divers et réserves (restitution)	25 200,00 €	25 177,00 €			0,00 €
Chap 16	Remboursement K emprunts	247 000,00 €	237 356,00 €		235 600,00 €	235 600,00 €
	Portage EPF				162 000,00 €	162 000,00 €
Chap 040	Opération d'ordre entre section	9 000,00 €	8 697,00 €		0,00 €	0,00 €
TOTAL		2 045 182,38 €	985 529,00 €	873 775,55 €	397 600,00 €	1 271 375,55 €
RECETTES		TOTAL BP 2023	CA 2023	RAR 2023	Nvx crédits 2024	TOTAL BP 2024
R001	Excédent antérieur reporté	865 183,17 €	865 183,17 €		863 955,46 €	863 955,46 €
Chap 10	Affectation résultat	303 340,00 €	303 340,00 €		0,00 €	0,00 €
Chap 10	FCTVA	9 000,00 €	46 863,00 €		55 000,00 €	55 000,00 €
Chap 10	Taxe aménagement	15 000,00 €	20 991,00 €		15 000,00 €	15 000,00 €
Chap 13	Subventions	160 040,20 €	174 342,00 €			0,00 €
Chap 16	Emprunt	0,00 €	7 578,00 €			0,00 €
Chap 024	Produits cession	185 000,00 €	0,00 €		366 000,00 €	366 000,00 €
Chap 021	Virement section fonctionnement	257 603,93 €				0,00 €
Chap 040	Dotation aux amortissements	250 015,00 €	439 780,00 €		450 000,00 €	450 000,00 €
TOTAL		2 045 182,30 €	1 858 077,17 €	0,00 €	1 749 955,46 €	1 749 955,46 €

Le solde d'investissement disponible prévisionnel s'établit à 478 579,91 euros,

Soit un total d'autofinancement disponible de 1 716 870,56 euros

5.2 LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Côté dépenses

- Au niveau du chapitre 011-Charges générales : le parti a été pris de reconduire les crédits prévus au niveau du BP 2023 en arrondissant à 1,6 millions d'euros pour parer toute éventuelle mauvaise surprise liée à l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie
- Au niveau du chapitre 012 -charges de personnel : la prévision établie à 1,865 millions a été calculée de la manière suivante :

Réalisé 2023 Chap 012 = 1 670 000 euros	1 670 000 euros
*Prime pouvoir d'achat	40 000 euros
Emplois saisonniers (ASVP+ renfort ST pour entretien bords du lac)	72 000 euros
Glissement Vieillesse Technicité + reval indiciaire 5%	83 500 euros

*Prime exceptionnelle pouvoir d'achat votée au CM du 18/12/2023 et mandatée sur la paie de janvier 2024

Les autres chapitres ont été reconduits au niveau du montant prévu au BP 2023 sauf pour les charges financières qui sont facilement déterminables à partir de l'échéancier de la dette

Côté recettes

- Les recettes ont été évaluées au plus juste pour ne pas « sur équilibrer » artificiellement le budget. Il a été pris en compte la perte du loyer de la gendarmerie à partir du mois de mai 2024.
- Les recettes liées au stationnement payant n'ont pas été prise en compte car la prévision est trop aléatoire.
- La recette liée à la fiscalité directe prend en compte la revalorisation des bases à hauteur de 3 % soit + 45 000 euros par rapport au réalisé 2023

5.3 LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Contexte de préparation budgétaire 2024

→ Le budget investissement de 2024 sera impacté par des « reports » importants puisque ces derniers s'établissent à 873 775 ,68 euros en dépenses

OBJET	Montant à Reporter TTC
ETUDE D'HABILLAGE DES LOGETTES EDF DE L'ESPLANADE DU LAC	3 240,00 €
MISSION DE DIAGNOSTIC GENERAL DU CAMPING ET DE SON ENVIRONNEMENT	6 205,00 €
ETUDE DE FAISABILITE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE TRIBUNE AU STADE DE RUGBY	8 280,00 €
ETUDE RESTRUCTURATION ECOLE PRIMAIRE JLA TRANCHE FERME	10 710,00 €
ETUDE AVANT ACQUISITION PARCELLE AC 129 TERRAIN MERANDA	2 040,00 €
BORNAGE ET DIVISION SECTION AB 484	1 261,20 €
MAITRISE D'OEUVRE AMENAGEMENT DE CHICANES RUE GREZEL ET MERCIER	8 160,00 €
MAITRISE D'OEUVRE AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA CORNICHE	13 992,00 €
TOTAL REPORTS CHAP 20	53 888,20 €
RAR 2018 ELECTRIFICATION MISE EN SOUTERRAIN DU RESEAU BASSE TENSION RD 1084	9 209,00 €
RAR 2018 TELECOMMUNICATION MISE EN SOUTERRAIN DU RESEAU DE TELECOMMUNICATION RD 1084	20 230,02 €
RAR 2017 MISE EN VALEUR DE L'EGLISE MONTEE DE L'ABBAYE AVANT PROJET SOMMAIRE	1 650,24 €
RAR 2017 MONTEE DE L'ABBAYE AVANT PROJET SOMMAIRE	2 878,18 €
SUBVENTIONS FACADE	€
TOTAL REPORTS CHAP 204	54 627,24 €
MAITRISE D'OEUVRE - RENOVATION PARTIELLE LOGEMENT CAMPING	9 175,10 €
AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA CORNICHE	464 738,40 €
MISE EN OEUVRE DE 0/17 AU FOND DE L'ESPLANADE	6 811,20 €
RAGREAGE DES COURTS DE TENNIS 3 ET 4	7 939,20 €
RENOVATION BUREAU DGS	3 763,00 €
REPARATION D'UN VOLET ROULANT A L'ECOLE MATERNELLE	636,00 €

PORTE D'ENTREE HYPOTHEQUE	5 548,55 €
REFECTION SANITAIRE CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES	1 688,00 €
AMENAGEMENT SANITAIRE HYPOTHEQUE EN SANITAIRE PMR	9 450,44 €
CHALET SURVEILLANCE BAIGNADE PLAGE COLONNE	3 600,00 €
TRAVAUX RESEAU ELECTRIQUE DEMOLITION 29 31 R MONT AIN	6 087,14 €
CONSTAT HUISSIER MITOYENNETE DEMOLITION 29 31 R 8 MAI 1945	549,20 €
MISE EN SERVICE DE 7 HORODATEURS	50 359,14 €
TRAVAUX AMENAGEMENT VOIRIE PARK CIMETIERE IMPASSE CYPRES AVENANT 1	5 726,25 €
REALISATION D'UN PASSAGE ABAISSE RUE DES SAVOIES	4 080,00 €
BOITE DE RETOUR DE LIVRES EXTERIEUR MEDIATHEQUE	6 090,10 €
RAR 2017 DISSIMULATION ARTERE ORANGE ET EQUIPEMENTS COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES PR R HOTEL DE VILLE	3 791,35 €
ECLAIRAGE TERRAIN DE FOOT	22 010,64 €
EXPERT COMBI LONG BLUE HDI 120 S?S BVM7	22 286,67 €
ORDINATEURS DIRECTION ET SALLE PROFS ECOLE MATERNELLE QTE 2	600,00 €
RAR 2021 ACCES FIBRE MISE PLACE PONT WIFI MEDIATHEQUE MAISON LIEN ROUTEUR CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	240,00 €
FAUTEUILS EAM QTE 6	1 601,28
FAUTEUIL DE BUREAU QTE 2	889,39
TENTE PLIANTE 4X4 AVEC LOGO + BACHE	1 839,00 €
LIVRES NUMERIQUES QTE 55	1 192,69 €
LIVRES	539,41 €
TOTAL REPORTS CHAP 21	641 538,91 €
VIDEOPROTECTION PHASE 3+ MO	122 472,13 €
RAR 2021 RACCORDEMENT ENEDIS PLACE BICHAT POINT SURVEILLANCE 12	1 249,20 €
TOTAL REPORTS CHAP 23	123 721,33 €
TOTAL GENERAL A REPORTER AU BP 2024	873 775,68 €

Dépenses d'investissement 2024 projetées :

LIBELLE -DETAILS		TOTAL PREVISIONNEL	1 716 700,00 €
			Proposition
BATIMENTS			
ABBATIALE	Renfort plancher de l'orgue	SOUS TOTAL ABBATIALE	12 000,00 €
			12 000,00 €
CAMPING	Réfection du logement		30 000,00 €
	Travaux réfection camping avant reprise DSP		50 000,00 €
		SOUS TOTAL CAMPING	80 000,00 €
CENTRE DE LOISIRS	Ecran visiophone au RDC		1 500,00 €
			1 500,00 €
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	BACS sel extérieur	SOUS TOTAL CENTRE DE LOISIRS	14 000,00 €
	Réfection de la zone Bureaux sanitaires vestiaires		30 000,00 €
	Mise aux normes électriques		54 000,00 €
	Réfection toiture terrasse Bureau responsable cadre de vie		6 000,00 €
		SOUS TOTAL CENTRE TECHNIQUE	104 000,00 €
CLUB DE VOILE	Maitrise d'œuvre consolidation des berges		45 000,00 €
	Changement portillon		1 500,00 €
	Moteur bateau sécurité		5 500,00 €
		SOUS TOTAL CLUB DE VOILE	52 000,00 €
CLUB HOUSE FOOT	Cabine toilettes (2)		6 660,00 €
	Raccordement		3 340,00 €
		SOUS TOTAL CLUB HOUSE FOOT	10 000,00 €
CLUB-HOUSE TENNIS	Eclairage cours extérieur LED sur mats existants		7 000,00 €
	Reprise grillage		3 000,00 €
	Ragréage sols		20 000,00 €
		SOUS TOTAL CLUB HOUSE TENNIS	30 000,00 €
ECOLE DE MUSIQUE	Remplacement des éclairages		5 000,00 €
		SOUS TOTAL ÉCOLE DE MUSIQUE	5 000,00 €

ECOLE JLA	Maitrise d'œuvre nouvelle entrée	14 000,00 €
	Travaux nouvelle entrée	130 000,00 €
	Etude et travaux rénovation	150 000,00 €
	Matériel informatique	500,00 €
	Régulation du chauffage - vannes thermostatiques	14 000,00 €
	Chaises Qté 35 + Banc + Tables activité Qté 1	2 500,00 €
	Pavés LED dans les deux bâtiments	6 500,00 €
	Rideaux occultants classe 6 et 10	6 000,00 €
	Nouveau visiophone dans 2 pièces séparées entrée 34	3 000,00 €
	SOUS TOTAL ÉCOLE JLA PRIMAIRE	326 500,00 €
EAM	Réfection toiture terrasse	36 000,00 €
	Remplacement autolaveuse	4 000,00 €
	Equipement vidéo projection + table son numérique	15 000,00 €
HALTE GARDERIE LES ETERLOUS	SOUS TOTAL ESPACE MALRAUX	55 000,00 €
	Revêtement de sol	10 200,00 €
HOTEL DE VILLE	SOUS TOTAL ETERLOUS	10 200,00 €
	Équipement projecteur salle Carminati	1 500,00 €
	Renouvellement informatique-serveur	8 500,00 €
	Travaux accueil -Réagencement bureaux-Câblage etc....	50 000,00 €
MEDIATHEQUE	SOUS TOTAL HOTEL DE VILLE	60 000,00 €
	Etagères	1 700,00 €
	Table PMR	200,00 €
	Cloison acoustique pour lecture contée et travail sur table	600,00 €
	Achat PIR(plateforme indiv sécurisée sur roulettes)	1 000,00 €
	Livres	8 000,00 €
	SOUS TOTAL MEDIATHEQUE	11 500,00 €
TRIBUNES RUGBY	MO (Concours archi + AMO+ études préalables)	150 000,00 €
WC PLACE D'ARMES	SOUS TOTAL TRIBUNES RUGBY	150 000,00 €
	Travaux	15 000,00 €
AIRE DE JEUX ESPLANADE	SOUS TOTAL WC PLACE D'ARMES	15 000,00 €
	Remplacement des jeux	65 000,00 €
	Remise en forme et terrassement	10 000,00 €
	SOUS TOTAL AIRE DE JEUX ESPLANADE	75 000,00 €
TOTAL BÂTIMENTS		997 700,00 €

CADRE DE VIE			
ESPACES VERTS			
AMENAGEMENTS BORDS DU LAC	Mobilier urbain bord de lac projet global (bancs et poubelles)		60 000,00 €
	Rénovation platelage ponton		12 000,00 €
	Habillage armoires électriques		6 000,00 €
AMENAGEMENT PLAGE A. GRIOT	Conteneur de stockage et ganivelle		20 000,00 €
AMENAGEMENT PLAGE DE LA COLONNE	Zone espaces verts terrain de pétanque et agrandissement zone en herbe devant la plage de la colonne		78 000,00 €
STADE FOOTBALL-ENTRAINEMENT	Filets pare-balls		14 000,00 €
SENTIERS RANDO	Sentier de la Vierge + Chemin de ronde +Arboretum		8 000,00 €
SQUARE en face Médiathèque	Portillon+ parc à chiens		7 000,00 €
REFECTION MUR DE LA SOURCE DE LA DOYE	Réfection du mur de la source de la Doye		16 000,00 €
ESPACE 3 LACS	Clôture suite vente maison Couture		5 000,00 €
		TOTAL ESPACES VERTS	226 000,00 €
FORET COMMUNALE			
ONF	Travaux infrastructure (renvois d'eau, création voie d'accès...)		20 000,00 €
		TOTAL FORET COMMUNALE	20 000,00 €
VOIRIE			
CIMETIERE	Reprise des concessions		15 000,00 €
	Déplacement bac de tri		5 000,00 €
MOBILIER URBAIN	Divers mobiliers remplacement (bornes, bancs, poubelles, barrières		9 000,00 €
SIGNALISATION VERTICALE	Divers panneaux		5 000,00 €
	Aménagement limitation 30KM/H rue Mercier		70 000,00 €
	Aménagement de sécurité avenue Grezel		110 000,00 €
PLAN GUIDE et STATIONNEMENT	Fourniture achat et installation horodateurs CV		103 000,00 €
	Aménagement trottoirs le long de l'Esplanade route de La Cluse		17 000,00 €
PROJET PANNEAUX ENTREES DE VILLE	Panneaux réglementaires		10 000,00 €
	Projet implantation de nouveaux panneaux en entrées de ville		25 000,00 €
SIGNALETIQUE CIRCUITS TOURISTIQUES	Panneaux indicateurs sites remarquables		1 500,00 €
	Extension circuit médiéval intra-muros		6 000,00 €
		TOTAL VOIRIE	376 500,00 €

VEHICULES ET MATERIELS			
MANIFESTATIONS :	Tables, illuminations, divers matériels		21 200,00 €
MATERIELS ST	Divers équipements et outillage		16 800,00 €
VEHICULES	Camion cadre de vie : changement Cabstar		45 000,00 €
	Equipt public adress Véhicule (Plan Communal de Sauvegarde)		3 000,00 €
	Remorque tondeuse		5 000,00 €
	VTT électriques		2 500,00 €
EQUIPT PM	Bateau		3 000,00 €
TOTAL VEHICULES ET MATERIEL			96 500,00 €

Détail des recettes d'investissement

A noter la prise en compte des recettes de cession suivantes :

Maison couture	60 000 euros
Café du paradis	64 000 euros
Tènement les Sapins	110 000 euros
Maison Magnard (recette en compte à régulariser sur exercice 2024)	132 000 euros
TOTAL	366 000 euros